

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - Janvier 2004 - n°69



enda europe

Débat du mois : Le Kènédougou au crépuscule de l'Afrique coloniale, une « aventure ambiguë » à contre courant.

Editorial

Vous avez dit : Société civile,

et si vous aviez dû écrire ce mot, vous lui auriez fait l'honneur d'une majuscule, comme nos grands ancêtres le faisaient lorsqu'ils écrivaient le mot Peuple, il est vrai souverain, ou Civilisation ou Démocratie.

La Société civile a conquis ses titres de gloire dans la Pologne de Solidarnosc et dans la Tchécoslovaquie des années de plomb. Depuis la chute du mur de Berlin, elle est devenue pour les institutions internationales et pour les ONG un mot magique, une panacée censée débarrasser l'Afrique de ses mauvaises habitudes étatiques et dirigistes, susceptible de faire avancer la démocratie et de promouvoir le développement.

Nous ne partageons pas cet enthousiasme. Pour nous, la société civile ressemble fort à un objet mal identifié. Car enfin, au-delà de l'affirmation, banale depuis Hannah Arendt, et l'effondrement des grandes idéologies totalitaires du XX^e siècle, chacun sait qu'un État qui a confisqué ou maté la Société civile est un État totalitaire et, réciproquement, qu'une société sans un minimum d'État, quelle qu'en soit la forme, jacobine ou fédérale, ne peut être civile, c'est à dire, paisible car régulée, organisée : c'est l'anarchie ou le régime de l'inégalité donc le règne des plus forts...

C'est pour réagir contre ce raccourci commode du discours médiatique, cette facilité de langage qui dispense de réfléchir que la CADE a choisi d'en faire le thème central de ses rencontres de l'année. Après la lumineuse analyse que René Otayek nous a donnée le 8 octobre de l'utilisation de ce concept en Afrique, et le témoignage de Roland Colin sur la société africaine qu'il a administrée au Soudan

dans les années cinquante, comment ne pas avoir envie de proclamer haut et fort, que la Société civile ne peut être réduite aux seules ONG, fussent-elles africaines. Car même si elles sont une composante dynamique et un vecteur de modernité sociale et politique de la société africaine, elles ne peuvent prétendre la représenter à elles seules.

Mais il y a plus grave. C'est de laisser croire que la Société civile peut remplacer l'État et les institutions étatiques alors que le véritable enjeu est de faire émerger une société politique c'est à dire dans laquelle partis politiques, autorités traditionnelles, Églises, syndicats, associations de toutes sortes, sans omettre les collectivités locales, les médias, participent avec l'État et les institutions étatiques à la définition et à la gestion du Bien commun. L'important n'est pas de créer des ministères de la société civile comme cela a été fait au Congo-Brazza mais de faire en sorte que « ce vaste ensemble en évolution permanente d'individus et de groupements qui ont en commun d'être tenus à l'écart par l'État » soit reconnu comme la source, l'instrument et la finalité de l'action politique.

C'est ce que le collectif qui s'est créé au Burkina à la suite du meurtre du journaliste Zongo a obtenu : que les ONG soient reconnues comme des interlocuteurs du pouvoir au même titre que les partis politiques et les syndicats et ne restent pas enfermées dans le ghetto d'une société apolitique car dite civile. Notre conviction est que le futur proche de l'Afrique subsaharienne va se jouer sur l'émergence de véritables sociétés politiques.

Michel Levallois, président de la CADE

Le Kènédougou au crépuscule de l'Afrique coloniale, une « aventure ambiguë » à contre-courant.

Pour sa première rencontre de l'année, la CADE a demandé à Roland Colin, de parler de son initiation africaine qu'il raconte dans son livre « Kènédougou, au crépuscule de l'Afrique coloniale, mémoire des années cinquante » qui va paraître aux éditions Présence Africaine à la fin du mois de Janvier 2004. Il y rapporte, sous forme d'un récit d'apprentissage, son expérience de la découverte de l'Afrique, comme jeune Administrateur de la France d'Outremer, entre 1952 et 1954, dans

le Soudan français de l'époque, devenu le Mali d'aujourd'hui. Il a vécu cette plongée dans la réalité africaine comme une « aventure ambiguë », à contre-courant des chemins battus, s'attachant, ainsi que le note Georges Balandier dans sa préface, à la « traversée du miroir colonial ». Dans son propos pour la CADE, Roland Colin a d'abord évoqué la « trame du temps », avant de s'attarder sur quelques problèmes-clés et de tirer quelques conclusions rejoignant les problématiques d'aujourd'hui.

La trame du temps

Au sortir d'une jeunesse bretonne, vécue entre deux cultures – « une sorte de préambule naturel » aux engagements africains à venir – il s'inscrit en classe préparatoire à l'École Nationale de la France d'Outremer au Lycée Louis-le Grand, dans le Paris de l'immédiate après-guerre. Entré à l'École en 1948, ce fut, pour lui, l'occasion de rencontres marquantes avec les enseignants de l'époque : Senghor en tête, premier « maître d'initiation » aux langues et cultures africaines, puis le géographe Jacques Richard- Molard, attaché fondamentalement à sensibiliser ses élèves au bon usage de la différence. Accepter que les hommes soient égaux ne veut pas dire qu'ils doivent être tous semblables : évidence nécessaire pour déjouer les pièges de l'assimilationnisme à sens unique. Maurice Leenhardt enseignait l'anthropologie, Louis Massignon initiait à l'Islam. Paul Mus, le Directeur, soutenait la nécessaire évolution des peuples d'Outremer vers leur majorité.

Hors de l'École, les enseignements aux Langues Orientales de Lilius Homburger, en bambara, dioula, malinké, avaient autant de prix. Fadiala Keita, jeune répétiteur guinéen qui l'assistait avec talent, offrait son amitié. Il mourra, par la suite, de façon atroce, dans les cachots de Sékou Touré. Roland Colin nouait dans le même temps un dialogue passionnant avec Alioune Diop qui venait de fonder Présence Africaine, et Joseph Ki-Zerbo,

le futur grand historien, dans une initiation sans égale aux interrogations des jeunes intellectuels africains.

Une première affectation, en Janvier 1952, porte le jeune Administrateur sortant de l'École et sa femme Renée au Soudan, où règne en potentat le Gouverneur Louveau. Le contact est rude : « Où voulez-vous aller, mon jeune ami ? – En brousse, Monsieur le Gouverneur. – Vous irez aux Finances, sinon vous ne serez jamais Gouverneur ! » Heureusement Louveau part au bout de quatre mois, et le jeune candidat à la brousse est alors affecté à Sikasso, au cœur du pays sénoufo, comme Adjoint au Commandant de Cercle, Roger Lafeuille, qui cultive la mystique virile du Chef. Ce dernier interdit à l'épouse de son Adjoint de quitter le Chef-lieu, où son devoir est d'assurer le train de vie de son mari qui, lui, devra arpenter la brousse en solitaire, dans l'esprit du « commandement ». Peu après, le Commandant change, et Maurice Méker accepte que la femme suive son mari en tournée. La plongée « de l'autre côté du miroir » n'en devient que plus riche et passionnante, appuyée fondamentalement sur le partage de la langue, qui permettait de se passer de la médiation falsificatrice du « Grand interprète », dont l'image correspondait trait pour trait au Wangrin si bien décrit par Amadou Hampaté Bâ.

C'est tout un monde qui s'ouvrait, appelant la confiance des paysans qui appréciaient la capacité inédite de traiter leurs problèmes en fonction de

leurs propres références, ce qui n'allait pas sans un « dédoublement de statut », à bien des égards marqué d'une « aventure ambiguë » dans cet entre-deux mondes. Ainsi le Maître Sculpteur venant apporter nuitamment au « Petit Commandant » des masques rituels taillés dans un bois tombant sous l'interdit des Agents des Eaux-et-Forêts.

Au bout de deux ans, la moisson d'expériences et de découvertes était impressionnante. Roland Colin et son épouse souhaitaient vivement la poursuivre et l'approfondir, en revenant, au terme du congé réglementaire, dans le Cercle de Sikasso pour fonder une nouvelle Subdivision, à Kadiolo, dans le pays pomporon du Fologna. Mais le Gouverneur ne l'entendit pas de cette oreille. Le jeune couple ne s'en tenait pas aux plongées dans l'univers paysan traditionnel. L'autre côté du miroir, c'était aussi les jeunes cadres du Cercle, avec leurs attaches politiques, et la fréquentation personnelle de ces interlocuteurs, sensibles à l'avènement ardemment souhaité de l'émancipation, était mal perçue des autorités en place.

Roland Colin, au retour de congé, fut affecté au Sénégal, à Dakar, d'abord à contre-gré, mais il y retrouva Senghor, Mamadou Dia, dont il devint par la suite le Directeur de cabinet au moment de l'indépendance. Ce fut une nouvelle et passionnante aventure, qui ne pouvait en rien faire oublier les marques profondes des apprentissages fondateurs de l'étape précédente. Telle fut la trame de temps.

Les points-clés d'un apprentissage.

Roland Colin évoque, tout d'abord, le fil conducteur d'un parcours qui relie ceds points-clés les uns aux autres. Il tient dans cette interrogation, qui est, à la fois, invite et défi : comment peut-on passer de l'autre côté du miroir ? C'est-à-dire saisir, comprendre la pensée, la sensibilité, l'histoire de l'autre lorsqu'il est dans son champ propre. C'est alors la recherche du sens de la différence et de son bon usage, dans la voie évoquée par Richard-Molard.

Cette problématique, on y songe peu, est, en quelque sorte, à termes renversés, celle des cadres africains considérés comme les « élites ». On les contraignait à la traversée du miroir, entre deux mondes, entre deux langues, entre deux cultures, comme si ce mouvement allait de soi, comme si l'aboutissement abolissait le point de départ. Alors se pose la question des modèles de référence, qui dominera toute la problématique de la colonisation, de la décolonisation, et de la coopération à suivre. Roland Colin propose, pour l'illustrer, de choisir quelques points chauds, parmi ceux qu'il évoque dans son ouvrage.

1°) *Le choc de deux histoires*

L'histoire du Kènédougou – « pays de la lumière », ainsi se nommait le royaume qui tint tête aux Français – et l'histoire coloniale entrent en interaction dans la dernière décennie du XIX^e siècle. Pour élucider ce choc, Roland Colin disposait de quatre séries de références :

- Dans la bibliothèque du Cercle, une « Histoire de la conquête de Sikasso », écrite en 1935 par Jacques Méniaud, compagnon des chefs militaires qui menèrent l'entreprise.

- Dans une armoire poussiéreuse, qu'il dénommait « l'armoire aux trésors », de très vieilles archives, méconnues autant que précieuses, en voie de naufrage.

- Un document exceptionnel, le « Mémorial de Kèlètigu Berté », dernier grand chef de guerre des Rois de Sikasso, nommé Chef de Province par les Français au lendemain de la défaite, recueilli par son fils instituteur à la veille de sa mort en 1915, et qui vint en faire présent au « Petit Commandant », « pour que la mémoire ne se perde pas ».

- Enfin, tout au long des périodes dans la brousse profonde, les témoignages des rescapés du temps de la conquête.

L'image de cette histoire, au carrefour de l'écriture et de l'oralité, montrait une société aux prises avec deux vagues de chocs successifs, précédant l'ultime choc colonial. D'abord au sein des sociétés paysannes sénoufo, à dominante de pouvoirs lignagers, où l'emprise sur la terre et l'accès à la fécondité sont les forces structurantes majeures. Des dynamiques communautaires, autour de ces enjeux, y sont en affrontements fréquents ou en coopération intermittente. Ensuite, ces sociétés paysannes en mouvement entrent en rapport de force avec le pouvoir d'un État aux capacités militaires supérieures, le Royaume dioula du Kènédougou, qui assoit son hégémonie de façon souvent brutale, dans la seconde moitié du XIX^e siècle.

Enfin, le choc ultime s'opère entre le système complexe précédent et la puissance militaire de la conquête coloniale qui, au long de la dernière décennie de ce siècle, démantèle le Royaume et impose une nouvelle structure de pouvoir. Le résultat en est un projet de société d'inspiration exogène, conduisant à créer un système de pouvoir à son image, dans une coexistence ambiguë et inégalitaire avec le monde d'une part des chefferies, d'autre part des communautés paysannes portant les marques de tous les chocs de leur histoire.

2°) *L'Administration coloniale prise entre « l'assimilation civilisatrice » et la politique des « développements séparés »*

Le discours de l'autorité en place est ambigu, la plupart du temps, car le « progrès » est perçu de façon mimétique par rapport à la « métropole », mais si tous les sujets coloniaux deviennent semblables au colonisateur, alors, ce dernier, dans un ensemble unifié, verra son pouvoir céder au plus grand nombre. Dans ces conditions, le « développement séparé » apparaît comme une antidote, et le pouvoir colonial oscille d'un scénario à l'autre, tout en restant tributaire, le plus souvent, de la logique de domination du « modèle supérieur ».

En 1952, les marques du « temps de la force » restent vives dans la conscience paysanne. Roland Colin en recueille les multiples témoignages. L'idéologie du « commandement » préside à toutes les manifestations de la pratique administrative. Le « Grand Commandant », assisté du « Petit Commandant »,

est au sommet de la pyramide. Il a à sa disposition les fonctionnaires africains, dénommés, par les Blancs, « évolués », pour les plus gradés d'entre eux. Les chefs coutumiers et les garde-cercle sont de purs agents d'exécution, à la botte du pouvoir. Les Blancs occupent la strate sociale supérieure, tout en étant sous la coupe du Commandant. Pour la plupart, ils ne s'investissent pas dans la compréhension en profondeur du monde où ils vivent. On mesure alors la position insolite d'un « Petit Commandant » entre les deux faces du miroir.

L'action économique a une place de choix dans les préoccupations du pouvoir. Elle a, dans la période coloniale, une double finalité : répondre aux besoins de matières premières de la métropole et faire droit aux besoins élémentaires des populations. Les deux objectifs ont été souvent en conflit dans le passé – particulièrement au moment de la Première et de la Seconde guerres mondiales

Le premier « modèle », dès le lendemain de la conquête militaire, tient à l'exploitation forcée de la liane à caoutchouc. Elle dure une quinzaine d'années, mais le système se met en place de façon durable. Le travail paysan est détourné de l'agriculture vivrière pour une spéculation liée au marché. L'entrée dans la monétarisation forcée est perçue comme assujettissement puisque l'argent doit permettre d'abord de payer l'impôt, considéré comme un tribut (en dioula : ni-songo, le « prix de la vie »).

Les tentatives suivantes de modernisation agricole connurent beaucoup de déboires, notamment pour l'introduction de la charrue, dont les communautés paysannes mesurent l'effet destructurant sur le système des classes d'âge et l'intégration sociale. A partir de 1950, l'introduction du coton se heurte à des difficultés comparables, mais l'Administration commence alors à manifester une certaine sensibilité au vivrier et à l'organisation paysanne.

3°) *Ce qui se passait dans les communautés*

Dans le monde sénoufo, au long de ses tournées, Roland Colin constate que les clés-de-voute de la société villageoise sont le grand rituel de l'initiation (le « Poro ») et le rituel grandiose des funérailles. C'est à partir de là que se noue et que se perpétue le lien

social. Or l'Administration s'en désintéresse complètement. C'est cependant un point crucial : c'est le lieu générateur du « sens endogène ».

En tant que président du Tribunal coutumier, le « Petit Commandant » mesure, au fil du temps, que les problèmes, litiges, conflits, particulièrement en matière de mariage et de terre, ne se dénouent véritablement qu'en fonction de la logique endogène. En l'appliquant, et en récusant l'assistance prédatrice des interprètes, la Justice dite coutumière fonctionne au mieux « de l'autre côté du miroir ».

La question des influences religieuses venues de l'extérieure demeure vive. L'Islam progresse beaucoup plus fortement que le message chrétien. Mais les acculturations sont souvent impressionnantes. Ainsi, tel village passe entièrement à l'Islam, mais une seule famille demeure animiste, en vertu d'un consensus commun, pour préserver les cultes agraires utiles à la communauté entière. D'autre part, les mouvements syncrétistes, tel celui du « dieu de San », qui se propage avec force, pour une durée relativement courte, à travers d'étonnantes péripéties, manifestent le grand désarroi de la transition.

L'Administration reste polarisée sur l'économique et le politique, et se tient en marge du social et du culturel, dans la plupart des cas.

4° *L'émergence du Politique*

Les Blancs restent à l'écart. L'Administration le déplore. La question politique a fait intrusion principalement par les effets de la Seconde guerre mondiale. Les Anciens combattants, dont les yeux se sont ouverts sur les champs de bataille en Europe, au retour sont à la pointe du combat contre le travail forcé et le statut de l'indigénat. Sikasso est l'épicentre de l'émergence du pouvoir RDA au Soudan. Modibo Keita y fait ses premières armes. Le parti se répand en force dans les campagnes. Les jeunes, progressivement perdus pour l'initiation au Poro, deviennent le fer de lance de la nouvelle organisation, en marche vers le système du parti unique, alors que la fin du régime colonial apparaît de plus en plus inéluctable. Mais la problématique de la relève reste cadrée dans les termes antérieurs. C'est une donnée détermi-

nante pour toute l'histoire à venir. Méker écrit, comme dans un éclair de lucidité, dans son rapport politique de Janvier 1953 : « à défaut de personnel africain d'autorité formé par nous dans l'idéal du seul bien public, nous verrons rapidement les hommes politiques oublier le principe de la séparation des pouvoirs et prendre à leur compte les prérogatives de l'autorité traditionnelle, à laquelle le seul appui de l'autorité administrative ne suffira bientôt plus, quoi qu'en pensent certains, pour se faire respecter ».

L'accès au pouvoir politique se substituant au pouvoir administratif deviendra l'objectif dominant des nouveaux partis, sans qu'ils s'attachent à définir un cadre permettant de construire un véritable projet de société et de culture. Les enchaînements de pouvoirs successifs, à travers l'émancipation politique, n'ont pas fait avancer de façon décisive cette question essentielle, dans la plupart des cas.

Quels enseignements en tirer ?

On a vu, au fil de l'histoire, se juxtaposer des systèmes de nouveaux pouvoirs endogènes et des systèmes d'expertise exogène se réclamant de la « bonne gouvernance », via l'ajustement structurel. S'opérait ainsi une légitimation au regard des institutions internationales, sans que voient le jour des projets de société et de culture enracinés dans l'histoire réelle des peuples, et ouverts aux métissages extérieurs, à de rares exceptions près, souvent précaires et fugaces, compte tenu du poids des modèles extérieurs.

Pour ne pas conclure sur une tonalité pessimiste, Roland Colin se réfère à la dynamique des « sociétés civiles » qui, faute de pouvoir compter sur la connivence des États, ont généré de passionnants modèles alternatifs de gestion du « bien public » au niveau des communautés. Dans le Mali d'aujourd'hui, dans le monde sénoufo de la Région de Sikasso, les caisses villageoises communautaires de crédit, qui se nomment « kafojiginew » en sont une illustration passionnante.

On touche là une question d'une actualité brûlante : les espaces de savoir et de vouloir vivre en commun, qu'on appelle « communautés » ne sont-ils pas à réinventer en profondeur, pour se dégager d'une problématique sommaire et destructrice ? On y

cède si l'on ramène le choix à un dilemme : ou bien le repli défensif dans des communautarismes fermés, générateurs de ghetto ; ou bien la destruction des liens communautaires pour entrer dans un système plus large, où les individus sont régis par des forces hors de leur contrôle. En tout état de cause, dans le prolongement des logiques de la base, un modèle d'Etat démocratique orienté vers le Développement reste à inventer. Roland Colin conclut en ces termes : « Décidément, il est temps, à la lumière de l'histoire, d'appeler l'imagination au pouvoir ».

LE DEBAT

Un large débat fait suite à l'exposé, tendant particulièrement à approfondir la complexité des situations léguées par la fin de la colonisation, les chocs d'intérêts dans la relation Nord-Sud, et la difficulté de dépasser le dilemme que J.P. Dozon dans un ouvrage récent inscrit dans le couple « Frère ou Sujet ». Un accent spécial est mis sur l'importance déterminante des politiques et des pratiques d'éducation qui ont grand-peine à sortir des modèles normatifs exogènes pour inventer une nouvelle pratique de la liberté dans la solidarité.

Les questions posées tournent autour de l'ambiguïté des relations France et monde avec l'Afrique noire : conduite fraternelle ou commandement, solidarité ou influence. Elles amènent à souligner l'importance de la reconnaissance de l'autre et de sa prise en compte pour toute action commune.

A propos de la difficulté de régler les conflits avec la logique occidentale basée sur l'individu, face à une logique émanant de la communauté, Roland Colin cite un souvenir personnel. Un champ de mil est revendiqué par deux villages qui, devant le tribunal coutumier qu'il préside, présentent chacun des arguments imparables. Que faire ? en coulisse, on discute et chacun revient prêtant serment sur les fétiches,

de ne pas toucher ce mil s'il a mauvaise conscience. Or, quelques temps après, l'un des protagonistes cherche à vendre sa part... se désignant ainsi comme le « sans droit ».

Ici la coutume s'est appliquée ; dans un autre exemple (Sénégal), elle s'est adaptée.

La mort d'un individu concerne toute la communauté. Les funérailles ont lieu lorsque les conflits sont réglés et le lien social conforté. Or la loi les impose 48 heures après le décès. Dès lors, l'enterrement du corps respecte ce délai... mais l'effigie du mort demeure. Et c'est seulement lorsque les exigences coutumières sont satisfaites, que les grandes funérailles se déroulent.

D'autres questions sont l'occasion pour le conférencier de souligner la nécessité d'éviter le « prêt à porter », même bien intentionné. Les opérations de « co-développement » lancées par les associations de migrants avec leurs financements et ceux du ministère des Affaires étrangères et des villes d'accueil sont destinées aux villages d'origine des migrants. Encore faut-il qu'elles répondent à de vrais besoins et surtout, qu'elles s'inscrivent dans la globalité de la ville du village. L'abandon progressif des ambitions du colloque de Dakar sur « l'éducation pour tous » pour se réduire à la scolarité pour les jeunes seulement, montre que la communauté internationale, oubliant les besoins de la masse, perturbe l'équilibre des populations. Font de même d'ailleurs les jeunes Français partant en chantier de coopération qui ne sont pas instruits des règles de vie coutumière des bénéficiaires et qui les choquent par ignorance.

Ainsi s'est achevée une réunion toute entière marquée par le constat que le respect de l'autre est non seulement une obligation morale mais aussi un gage d'efficacité. « Les vieux ne sont pas sages à cause de leur âge mais parce que leur expérience leur permet de discerner ce qui est bon dans le modernisme », a dit en substance Roland Colin.

Le baromètre de la CADE Janvier 2004

« N'Y AURAIT-IL PAS DECIDEMENT UNE AUTRE FAÇON DE PARLER DE L'AFRIQUE ? »

Cette citation de Jean-Claude Guillebaud (*La Vie* - février 2003) peut nous servir, au seuil de l'année 2004, de règle à la Cade, qui, par vocation, veut porter, depuis sa création, un autre regard sur l'Afrique.

« A cette vision apocalyptique (décrite par l'auteur au début de son article - NDLR), les Africains et les spécialistes de ces pays opposent... une colère qui vaut d'être entendue. Cette image, disent-ils, est mensongère. Elle est davantage une construction, une « reconstruction », médiatique qu'une traduction de la réalité. Au delà des guerres (localisées) et du tribalisme (souvent battu en brèche), à côté des horreurs du sida et des échecs du développement, un extraordinaire dynamisme est aussi perceptible en Afrique. Et pas seulement sur le terrain culturel (musique, cinéma, littérature...). En vérité, une génération nouvelle d'Africains, décomplexés à l'égard de la colonisation, ouverts sur le monde extérieur, critiques à l'égard de leurs dirigeants, est en train d'émerger. Et parle un langage qui vaut mieux que les clichés désastreux.

« Ce n'est pas tout. Dans le défi mortel qui nous affronte à la modernité, à côté de ce vertige angoissé qui saisit les sociétés opulentes de l'hémisphère Nord, l'Afrique pourrait bien se révéler porteuse d'une leçon, d'un message, d'une espérance. Dernier refuge des solidarités communautaires, des cohésions villageoises, d'une certaine harmonie maintenue avec la nature et le temps, l'Afrique est aussi le continent dépositaire d'une énergie vitale, d'un sens collectif que nous aurions perdus. N'y aurait-il pas, décidément, une autre façon de parler de l'Afrique ? » (Jean-Claude Guillebaud - *La Vie* - 20 février 2003)

Situons ici une réalité puisée dans un article consacré au ministre Francis Mer : ce dernier indique « qu'un

Africain dépense 4 dollars pour sa santé, un Européen 600 fois plus, et un Américain 1000 fois plus » (Bernard Maris - *Marianne* - 22 décembre 2003). Cela permet de relativiser les choses et d'être modeste dans les jugements, portés du haut de notre opulence occidentale.

Mais concluons sur les discours apocalyptiques relatifs à l'Afrique par l'article que consacre la revue *Africa International* à l'ouvrage « Négrologie » de Stephen Smith sous le titre « Docteur » Smith et le « cadavre » de l'Afrique (voir le baromètre de la lettre 67 de la Cade). Là où l'exercice critique sur le bilan des indépendances méritait un intérêt scientifique, tout en replaçant le drame africain dans son historicité, l'ouvrage sombre dans une caricature des maux de l'Afrique, dans laquelle les mots passent pour des concepts, et la colonisation pour l'âge d'or de sa civilisation... Selon notre confrère qui emprunte abusivement à l'historien camerounais Achille Mbembe et accessoirement à Axelle Kabou, l'auteur de « Et si l'Afrique refusait le développement » (l'Harmattan), l'Afrique vit le « Temps du Malheur »... « L'exception culturelle mortifère, dont parle Stephen Smith à propos d'un peuple qui « n'a inventé ni la roue ni la charrue » est d'abord l'illustration d'un racisme par les mots... Les mêmes mots tenus à l'endroit d'une autre communauté en France auraient déchaîné les foudres de l'antiracisme... » (Rachid N'Diaye - *Africa International* - janvier 2004)

SENEGAL

Courrier international du 8 janvier 2004 cite un article de Djibril Demba dans le *Cafard Libéré* de Dakar, qui exprime à la fois une liberté de ton et d'expression et un esprit très critique après le voyage du ministre Sarkozy : « le ministron français était dans nos murs à Dakar... pour renforcer les bonnes relations qui existent entre le Sénégal et la Gaule. Des discours mielleux ont été prononcés... On en arrivait même à oublier que cet homme

Le baromètre de la CADE Janvier 2004

renvoie nos compatriotes par vagues successives. On en arrivait à oublier que Sarkozy est l'auteur de discours plus que virulents à l'égard des immigrants... Et le ministre fait preuve de mauvaise foi lorsqu'il nie l'existence de charters, mais surtout lorsqu'il parle d'immigration légale... Les 56 visas quotidiens dont fait état Sarkozy... concernent les courts séjours, les visites d'agrément, les voyages d'affaires, les étudiants, et c'est tout. D'immigration légale, il n'en existe plus, c'est de la poudre qu'il a réussi à jeter aux yeux des autorités sénégalaises.

« Quoi qu'il en soit, pour la grande majorité des Sénégalais, il est le bourreau de nos parents, de nos frères qui sont allés vendre leurs forces pour améliorer le sort de leur famille : sa visite chez nous était inopportune... » (Djibril Demba).

TCHAD - N'DJAMENA S'AFFRANCHIT DE LA TUTELLE FRANCAISE

« Alors que la Banque mondiale parie actuellement sur la façon dont le Tchad... va gérer son pétrole pour fournir un contre-exemple de développement au reste du continent africain, où pétrole rime avec guerre civile, pauvreté et corruption, la Libye (voisine) observe avec une certaine inquiétude le Tchad entrer dans le cercle fermé des pays exportateurs de pétrole... Quant à la France, elle ne voit pas d'un bon œil le Tchad sortir de sa sphère d'influence et procéder au rapprochement graduel avec les États-Unis. La France et la Libye craignent pour leurs intérêts économiques et même géostratégiques. Ils en veulent pour preuve le changement de ton adopté par les responsables tchadiens à leur égard... Le responsable d'Exxon pour le Tchad a annoncé que sa compagnie comptait rester sur place pendant les trente prochaines années, ce qui signifie que les États-Unis ont l'intention de disposer pour toujours des richesses du sous-sol tchadien, pays dont il ne sera plus toléré qu'il puisse être menacé par qui que ce soit... le président tchadien adopte un ton relativement plus dur à l'égard de la France. Le régime tchadien profite

également de l'intérêt de la Banque mondiale pour son pays. Idriss Déby a affirmé que le Tchad ne serait jamais le Nigéria, qui a vu son revenu moyen par habitant passer de 800 dollars au début des années 80 à 300 dollars aujourd'hui. Le président tchadien a donc compris tout l'intérêt qu'il pouvait retirer de la Banque mondiale. Idem pour le consortium pétrolier, qui a invité la Banque mondiale à s'investir dans le projet afin de créer un environnement stable pour un pays structurellement faible et marqué par la corruption... Un centre commercial tchadien créé à Dubaï (sous l'impulsion de la Banque mondiale) offre par ailleurs des débouchés importants aux Tchadiens pour qu'ils puissent écouler certaines de leurs matières premières telles que l'or, le diamant, le marbre ou encore l'uranium - que l'on trouve selon le président Idriss Déby dans la Bande d'Aouzou occupée par le passé par la Libye - sans oublier le coton, la viande et la gomme arabique » (Samir Sabah - Al Wasat - Londres, repris par *Courrier International* du 15 janvier 2004).

Pour mémoire, le Tchad a une population de 9,3 millions d'habitants pour une superficie de 1.284.200 km², soit 2,3 fois la France. L'oléoduc Tchad (Doba) - Cameroun (Kribi) est en service, pour une production prévue de 225 000 barils/jour. Enfin, le président Idriss Déby est originaire de l'ethnie Zaghawa à cheval sur le Tchad et sur le Soudan (Darfour).

SOUDAN - DARFOUR

Alors que l'on prévoit, après 20 ans de guerre civile entre le Nord musulman et le Sud chrétien, la proche signature d'un accord de paix, une rébellion, durement réprimée par le gouvernement soudanais, a éclaté dans le Darfour, région occidentale du Soudan, limitrophe du Tchad « L'Armée/mouvement de libération du Soudan est apparue en février 2003 au Darfour, dans l'Ouest du Soudan. Le groupe, qui portait auparavant le nom de mouvement de libération du Darfour, a lancé les premières attaques depuis le Djebel Maza, un massif

montagneux du centre de cette région... Le mouvement s'est scindé : au Nord, le SLM/A recrute surtout dans l'ethnie Zaghawa, qui vit également au Tchad voisin, dont le président Idriss Déby fait partie. Au Sud, la rébellion recrute essentiellement parmi les Massalits et les Fours, dont les sultanats indépendants ont rayonné sur cette partie de l'Afrique du 17^e au début du 20^e siècle, époque à laquelle ils ont été intégrés dans le Soudan britannique. Contrairement à la guerre du Sud Soudan, commencée en 1983 et qui pourrait se conclure dans les jours à venir par un accord de paix, le conflit n'a aucune dimension religieuse au Darfour, l'ensemble de la population est musulmane » (Jean-Philippe Rémy - *Le Monde* du 20 janvier 2004).

Pour mémoire, le Soudan a une population de 32,5 millions d'habitants et une superficie de 2.500.000 km² (5 fois la France). Le président est Umar Hasan Ahmad Al-Bachir. Organisation en 26 états.

AUTRES PAYS

Les évolutions favorables vers le règlement des conflits semblent se concrétiser notamment en Côte d'Ivoire, au Burundi, au Congo-Kinshasa et au Libéria.

Bernard MONNIER

Coordination pour l'Afrique de Demain (CADE)

Association Loi 1901

Président : Michel Levallois

Vice-Présidents : Raymond Césaire,
Jean Clauzel, Xavier de Franssu, Henri Senghor.

Secrétaire Général : Philippe Mathieu

Trésorier : Bernard Monnier

La Lettre de la CADE

Directeur de publication : Michel Levallois

Comité de rédaction : Robert Ginesy,
Michel Levallois, Philippe Mathieu, Bernard
Monnier, Denyse de Saivre, Henri Senghor.

Maquette : Atelier Visconti

La CADE : 5 rue des Immeubles-Industriels,
75011 Paris, France.

Tél. : 01 44 93 87 45 / Fax : 01 44 93 87 50

E-Mail : endacade@wanadoo.fr

Web : <http://perso.wanadoo.fr/cade>

**2004,
ANNÉE DE LA CHINE...
EN AFRIQUE AUSSI**

Après deux Forums à Macao et à Addis Abéba fin 2003, la Chine marquera cette année une nouvelle progression de sa présence en Afrique.

Les 14 et 15 octobre à Macao, le Forum de coopération de la Chine avec les pays lusophones a réuni Angola, Cap Vert, Guinée Bissau, Mozambique, Brésil, Timor oriental et Portugal. De ce territoire rendu à la Chine en 1999, mais où le portugais reste la langue nationale, la Chine voudrait faire le point de départ de sa coopération économique et culturelle avec ces deux cents millions de consommateurs.

Puis, les 15 et 16 décembre suivant, le second Forum de coopération sino-africaine a attiré à Addis-Abéba 44 pays du continent, certains représentés par leur chef d'Etat. Alors que la première édition, en 2000 à Pékin, voulait surtout marquer la volonté de la Chine de « relever le déficit de la mondialisation », la rencontre en Ethiopie était plus opérationnelle avec des chefs d'entreprises publiques et privées. Le Premier ministre chinois, chef de la délégation, a rappelé que « la Chine est le plus vaste pays en développement, l'Afrique le plus vaste continent en développement ». D'où des intérêts potentiellement concordants.

Des accords commerciaux ont été signés pour 680 millions de dollars. Un milliard d'Euros de dettes ont été annulées au bénéfice de 31 pays. Des négociations en vue d'un tarif douanier zéro vont commencer avec 34 PMA (Pays les Moins Avancés). Dix-sept milliards de dollars de travaux ont déjà été réalisés par la Chine. Elle offre chaque année mille cinq cents bourses à des étudiants et deux mille trois cents à des experts. Dix mille experts devraient en recevoir dans les trois années à venir. La République Populaire cherche à accroître sa position dans les secteurs de la construction, de la pétrochimie, des transports, de l'énergie électrique, des télécommunications, de la technologie industrielle.

Les exportations chinoises vers l'Afrique ont fait un bon de 60 % entre les premiers semestres 2002 et 2003 pour atteindre 10,23 milliards de dollars, mais les importations restent limitées à 4,1 milliards. Les Africains voudraient réduire cet écart. Ils ont par ailleurs invité la Chine à jouer un rôle dans le cadre du NEPAD. Ce dernier va sans doute connaître un regain de crédibilité avec l'adoption par le Parlement européen, le 4 janvier 2004, d'une résolution de soutien comportant des recommandations aux gouvernements des deux continents pour assurer son succès.

Outre cette présence économique et financière la Chine a, depuis son entrée à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), l'opportunité d'appuyer les desideratas africains en tant que membre de groupes informels et dynamiques.

Avec le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Zimbabwe et seize autres pays sud-américains et asiatiques, elle fait partie du G 22, qui, en s'opposant aux subventions agricoles occidentales, a contribué à l'échec du sommet de Cancun en septembre dernier. Ce groupe représenterait 63 % des pay-

sans du monde et 51 % de sa population. Pour le coton, la République populaire a sans doute été peu active, car elle réalise 21 % de la production mondiale avec aussi quelques subventions. La mauvaise récolte récente due aux intempéries n'a d'ailleurs pas profité aux Africains, mais aux Américains qui ont exporté davantage à un prix plus élevé.

Elle appartient également au G 15, sans le Brésil, mais avec l'Inde, l'Égypte, le Kenya, le Nigéria, la Tanzanie et neuf autres pays d'Amérique du Sud et d'Asie. Ce groupe s'attache maintenant aux quatre sujets dits « de Singapour », dont la non prise en compte à Cancun a été la cause officielle de la rupture : investissements, concurrence, transparence des marchés publics, facilitation des échanges.

Les mois à venir permettront d'apprécier l'impact réel de la politique chinoise vis à vis de l'Afrique.

Robert GINESY

NDLR : L'essentiel des informations utilisées dans cette page provient de l'hebdomadaire « Marchés tropicaux et méditerranéens ».

QUELQUES CHIFFRES

Population : 1,3 milliard d'habitants (Afrique 850.000 millions)

Croissance : 9 % (Afrique pays zone CFA 5 %)

« **Atelier du monde** » : Production actuelle : 50 % des téléviseurs, 25 % des machines à laver et des réfrigérateurs. Production à venir : A l'horizon 2008 (année des Jeux Olympiques) la Chine aura dépassé la Corée et le Japon dans la haute technologie.

Salaires horaires : A partir de 0,27 \$, d'où crises sociales graves.

IDE (Investissements directs étrangers). Pays d'accueil : 1^e Luxembourg, 2^e Chine (53 milliards \$), 3^e USA (30 milliards \$).

Multinationales : Elles sont 65.000 dans le monde, une centaine d'entre elles contrôle plus de la moitié de leurs activités. Dans ce peloton de tête, apparaissent pour la première fois en 2001 des firmes de cinq pays émergents : Chine en 14^e position, puis plus loin Malaisie, Mexique, Vénézuéla, Corée.

Chine – USA : Avec un yuan sous évalué de 20 à 30 %, les importations chinoises contribuent pour 25 % au déficit américain (450 milliards \$) et Chine et Japon détiennent la quasi totalité des Bons du Trésor émis pour financer ce déficit.

PROCHAINES RENCONTRES DÉBATS

Retenez les dates des prochaines rencontres débats :

- Mercredi 11 février 2004 :

Les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine, présenté par Claude-Hélène Perrot, professeur émérite à l'université Paris 1 qui a dirigé avec François-Xavier Fauvelle un ouvrage collectif intitulé « *Le retour des rois, les autorités traditionnelles et l'Etat en Afrique contemporaine* » publié en 2003 par Karthala et par Henri Médard.

- Mercredi 17 mars 2004 :

Femmes de pouvoir, femmes au pouvoir

- Mercredi 28 avril 2004 :

La démocratisation de l'Etat, la décentralisation

- Mercredi 26 mai 2004 :

La littérature de l'Afrique Australe

- Mercredi 23 juin 2004 :

Les relations de la société malgache avec le pouvoir central

ARRI ET L'AFRIQUE

L'association Rayonnement français Réalités internationales (ARRI) va lancer cette année, en collaboration avec la CADE, un cycle de conférences sur l'Afrique noire : ses atouts, les défis à relever, comment soutenir ses efforts. Chaque réunion portera sur une région (Ouest, Centre, Est, Afrique du Sud) et sur un thème (démocratisation, mines et pétrole, Islam, guerres, agriculture, spécificité sud africaine). Des personnalités et des spécialistes animeront ces rencontres, qui se veu-

lent didactiques et hors des clichés habituels. Elles sont destinées à un large public au delà des membres de nos deux associations.

AGENDA 2004

C'est le titre d'un album-agenda réalisé par une agence photographique spécialisée sur l'Afrique. Sur cent trente pages grand format (21 x 27 à l'italienne) en papier glacé, se déroulent les 52 semaines de l'année, un répertoire et, surtout, 68 photos dédiées à la femme africaine et malgache, dans sa diversité et dans tous les moments de sa vie : en famille, aux travaux, dans la fête....

Cannelle Agency 7 rue de la Paix à Paris (01.43.16.51.16)

AMADOU KOUROUMA N'EST PLUS

L'écrivain ivoirien est mort à Lyon en 2004, il était âgé de 76 ans. C'était certainement un très grand écrivain africain de langue française. Ce n'était pas un auteur qui écrivait à un rythme accéléré, loin de là. Son premier ouvrage : « *Sous le soleil des indépendances* », publié en 1976 lui acquit une réputation justifiée. Ce livre paru après les indépendances, en prévoyait les difficultés et les illusions. Admirateur de Céline, il maniait l'ironie et l'insolence pour stigmatiser les blessures de la colonisation. Il publia ensuite « *Monne, Outrages, Défis* » en 1990, qui obtint le Grand prix de l'Afrique Noire et s'est vendu à 5000 exemplaires à Abidjan. Outre le succès en France, et les traductions en plusieurs langues, son œuvre a connu en Afrique un succès inhabituel pour un écrivain contemporain. « *En attendant le vote des bêtes sauvages* » a obtenu le Grand Prix de la Société des Gens de Lettres. Plusieurs de ses ouvrages se sont vendus en poche sur le continent. Dans son dernier livre « *Allah n'est pas obligé* » qui a reçu le prix Théophraste Renaudot en l'an 2000, l'histoire est racontée par un jeune écrivain-soldat de culture malinke. Celui-ci fait appel pour écrire en français au dictionnaire

Larousse, au Petit Robert, au Harrap's et à l'Inventaire lexical du français d'Afrique, ce qui confère une irrésistible drôlerie au texte, qui, par ailleurs, relate des événements odieux et des situations désespérées.

Amadou Kouyouma a bien voulu, il y a deux ans répondre à nos questions pour la Lettre de la Cade. Nous en reproduisons deux :

- « Votre originalité de style ne représenterait-elle pas, en elle-même un obstacle »

« Ce qu'on appelle mon originalité, c'est la difficulté de pénétrer la société

africaine. C'est une société très différente de la société française. Nous sommes animistes et vous êtes chrétiens. »

- « Nous sommes de ceux qui ne pensent pas que vous soyez afropessimiste. Certains pensent autrement. Pouvez-vous expliquer cette confusion ? »

« La confusion vient du fait que mes lecteurs, prennent un temps, un moment, pour l'éternité, ce qui se passe dans deux pays pour l'ensemble de l'Afrique. »

Denyse de Saivre

Abonnement à *La Lettre de la CADE* :

Nom Prénom

Adresse

.....

Code postal Ville

Je désire recevoir pendant un an (8 numéros) *La Lettre de la CADE*.

Chèque de 30 euros, 8 euros pour les étudiants, 150 euros pour les entreprises et les Collectivités locales, à verser à l'ordre de LA CADE.